



**PRÉFÈTE  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 06/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE**

3 rue du Torpilleur Sirocco  
63300 Thiers

Références : 20260427-RAP-63-0367-INSP\_Hirsch\_THIERS.odt  
Code AIOT : 0005600398

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2026 dans l'établissement ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE implanté 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 Thiers. L'inspection a été annoncée le 09/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE
- 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 Thiers
- Code AIOT : 0005600398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société HIRSCH est autorisée à exploiter un site de stockage et de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux provenant des entreprises locales, artisans et particuliers du secteur.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Bruit	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.5.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
4	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Poussière	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Gestion des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.4.3 et 7.4.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	susceptibles de créer une pollution			Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Suivi des déchets	Arrêté Ministériel du 26/07/2022, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Hauteur des déchets entreposés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses non-conformités ont été constatées. L'exploitant doit :

- **clarifier sa situation administrative et sa gestion des déchets dangereux** ; un dossier au cas par cas et un porter à connaissance sont attendus ;
- **placer sous rétention les stockages de déchets susceptibles de créer une pollution, en respectant leurs incompatibilités potentielles** ;
- **fournir les études de bruit et une analyse des risques de foudre**, pour lesquelles il a recruté un bureau d'études ;
- **mettre en place une réserve incendie** au niveau de la presse-cisailles ;
- mettre en place des mesures pour **limiter les vols de poussière** ;

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action</li> </ul>

- corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier
- date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2026

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 est remplacé par le suivant :

<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>	<i>Activité</i>	<i>Activité et volume autorisé</i>
2718	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne	25 tonnes maximum
2713	E	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux la surface étant supérieure à 1 000 m <sup>2</sup>	Surface : 10 080 m <sup>2</sup>
2711	D	le volume susceptible d'être entreposé dans l'installation étant compris entre 100 et 1 000 m <sup>3</sup>	Volume 150 m <sup>3</sup>
2714	D	Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non-dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant compris entre 100 et 1	Cartons : 150 m <sup>3</sup> Bois : 100 m <sup>3</sup>

		000 m <sup>3</sup>	
2716	DC	Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant compris entre 100 et 1 000 m <sup>3</sup>	DIB : 200 m <sup>3</sup>
2791	DC	Installation de traitement de déchets non-dangereux quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j	Quantité : 7 t/j

(Autorisation) E (Enregistrement) DC (Déclaration Contrôlée)

#### Constats :

Suite à l'annonce de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le 16 avril 2024, un document présentant l'évolution du classement des différentes rubriques de son installation. Afin de constituer le dossier de porter à connaissance, ce document doit être largement complété par un recensement et une l'analyse exhaustive des différentes activités soumises à la nomenclature ICPE présentes sur le site. L'exploitant pourrait utilement se faire accompagner par un bureau d'études spécialisé pour l'assister dans ce travail.

Il a été rappelé à l'exploitant que ce porter à connaissance devait être précédé d'un dossier de demande d'examen au cas par cas afin de savoir si cette modification devait être soumise à évaluation environnementale.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Déposer, sous 1 mois, une demande d'examen au cas par cas afin de déterminer si une évaluation environnementale est nécessaire auprès des services de la préfecture (CERFA à adresser par mail à l'adresse [ud-cap.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud-cap.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)),
- Transmettre à l'inspection un dossier de porter à connaissances avec toutes les éléments d'appréciation pour juger des modifications apportées à son activité de traitement de déchets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25									
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit									
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/08/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2026</li></ul>									
<b>Prescription contrôlée :</b> <div><b>Prescription contrôlée :</b><p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p><table border="1"><thead><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr></thead><tbody><tr><td>supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>supérieur à 45 dB (A)</td><td>dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></tbody></table><p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p><p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p></div>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)	supérieur à 45 dB (A)	dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés							
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)							
supérieur à 45 dB (A)	dB(A)	3 dB(A)							
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a recruté le bureau d'études DEKRA afin de faire réaliser l'étude sonore. Un bon de commande a été passé le 10/04/2026 et l'exploitant indique que la date d'intervention pour la mesure de bruit a été fixée au 12/05/2026.</p>									

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre l'étude sonore.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Ressources en eau et mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2026</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>• des robinets d'incendie armés en nombre suffisant et judicieusement localisés de manière à ce que chaque point du dépôt puisse être couvert par au moins 2 jets. Ils sont utilisables en période de gel ;</li> <li>• un système de détection automatique d'incendie installé dans les locaux de l'établissement ;</li> <li>• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.</li> </ul> Une cuve de 30 m <sup>3</sup> d'eau à proximité de la presse-cisaille. 2 poteaux d'incendie constituant la ressource en eau incendie extérieure à l'établissement adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant s'assure de leur disponibilité opérationnelle permanente.
<b>Constats :</b>  La réserve incendie de 30 m <sup>3</sup> au niveau de la presse cisaille n'a pas été mise en place. L'exploitant dispose d'une cuve de 30 m <sup>3</sup> qu'il avait enlevée lors de la mise en place des RIA mobiles. Il indique qu'il peut facilement la remettre en place.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Mettre en place la réserve incendie de 30 m <sup>3</sup> au niveau de la presse cisaille.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



**N° 4 : Analyse du risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse du risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/08/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a recruté le bureau d'études DEKRA afin de réaliser l'analyse du risque et l'étude technique de la foudre. Un bon de commande a été passé à la société DEKRA le 10/04/2026. La date d'intervention reste à définir.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Transmettre l'analyse des risques et l'étude technique de la foudre</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Suivi des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/07/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/08/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>...</p> <p>ii) Concernant l'installation de destination prévue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- code de l'opération d'élimination ou valorisation prévue selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets susvisée ;</li> <li>- en cas d'expédition hors de France : numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n° 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe 1-B du règlement n° 1013/2006 ;</li> <li>- le cas échéant, numéro de certificat d'acceptation préalable des déchets ;</li> <li>- numéro SIRET ;</li> </ul> <p>raison sociale ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- adresse ;</li> <li>- nom de la personne à contacter ;</li> <li>- téléphone ;</li> <li>- courriel.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bordereau de suivi (BSD) de déchets n° BSD-20250926-BN6E6ZY6A a été contrôlé. Celui-ci correspond à 1 fut de 67 kg contenant des aérosols. Le fut est actuellement entreposé chez l'exploitant depuis le 23/02/2006, comme indiqué dans le cadre 13 du BSD.</p> <p>Le cadre 14 du BSD, "installation de destination prévue", indique que ce déchet est destiné à l'entreprise CHIMIREC MASSIF-CENTRAL à QUEUILLE.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Hauteur des déchets entreposés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion déchets réceptionnés / Entreposage des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>...</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir connaissance de la réglementation sur la hauteur maximale des dépôts. Il est rappelé à l'exploitant que la hauteur des dépôts ne doit pas dépasser 6 m sur son installation.</p> <p>Lors de la visite du site, l'exploitant a déterminé des repères visuels, notamment la hauteur maximale du bâtiment situé à proximité de la rue du Torpilleur Siroco, qui atteint 6 m.</p> <p>Il a été constaté que les dépôts ne dépassaient pas 6 m le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mettre en place et tracer une surveillance périodique de la hauteur des dépôts</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 7 : Poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, risques d'envols et poussières
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ;
- toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.

<b>Constats :</b>
-------------------

Lors de la visite du site, il a été constaté que les poids lourds circulant sur l'installation génèrent de la poussière.

L'exploitant a concédé que ce phénomène pourrait être réduit en limitant la vitesse de circulation des poids lourds.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

Mettre en place des mesures ou des dispositifs permettant de réduire les émissions de poussière.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 1 mois
---------------------------------------

**N° 8 : Gestion des stockages de déchets susceptibles de créer une pollution**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/10/2006, article 7.4.3 et 7.4.6
--

<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, gestion des stockages de déchets susceptibles de créer une pollution
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

<b>Article 7.4.3 - Rétentions</b>
-----------------------------------

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de

<p>rétenction est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>...</p> <p><b>Article 7.4.6 - Règles de gestion des stockages en rétenction</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétenction.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilée, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétenction restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site il a été constaté :</p> <p>dans le bâtiment situé au sud/est (stockage des matériaux métallique de valeur élevé) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un GRV fuyard placé hors rétenction,</li> <li>• plusieurs rétenctions pleines,</li> </ul> <p>au niveau des cuves de gasoil :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la rétenction de la cuve de 15000 litres et dégradée et non étanche,</li> <li>• la cuve d'ADblue n'est pas sur rétenction,</li> </ul> <p>au niveau de la plate forme situé au sud du site à proximité du bassin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 7 GRV contenant des huiles hydraulique sont stockés sans rétenction,</li> </ul> <p>Dans le bâtiment situé au nord/ouest (le long de la rue du torpilleur Sirocco) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une vingtaine de fûts de déchets dangereux sont stockés sans rétenctions,</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Placer sous rétenction les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols,</li> <li>• Vidanger les cuves de rétenction et les maintenir propres.</li> <li>• Mettre en place un plan de stockage des déchets dangereux qui respecte l'incompatibilité entre les déchets, notamment au niveau des rétenctions.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>